



Communiqué CGT Finances Publiques 93

Contre la répression, pour le droit de manifester ! Tous ensemble pour gagner !

La CGT Finances Publiques 93 se félicite de la réussite de la mobilisation interprofessionnelle du 5 février : plus de 35 000 manifestants à Paris, salariés, étudiants, lycéens, rejoints par des gilets jaunes venus exprimer des revendications communes.

Le même jour, le projet de loi « anti-casseurs » a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale : nous rappelons que ce projet permet notamment à un préfet de prononcer une interdiction de manifester à l'encontre de toute personne « à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ».

Nous exigeons le retrait immédiat de ce projet de loi liberticide qui vise à empêcher, non pas les actes violents, mais les manifestations, portant ainsi gravement atteinte à la démocratie, et au droit constitutionnel.

Nous exprimons notre solidarité pleine et entière à tous les manifestants blessés et mutilés à vie par des grenades de désencerclement, des tirs de flash-balls ou de LBD, dont nous exigeons l'interdiction.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté la campagne nauséabonde engagée par le gouvernement qui tendrait à assimiler la mobilisation des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes en gilets jaunes à la recrudescence des actes antisémites, racistes et homophobes. D'ailleurs, notre organisation syndicale a toujours condamné et combattu l'antisémitisme, le racisme et l'homophobie.

Face à cette campagne honteuse, les salariés ne se laisseront pas dissuader de se mobiliser pour obtenir satisfaction sur leurs revendications portées depuis plusieurs années et pour lesquelles le gouvernement n'a apporté aucune autre réponse que la répression.

Dans ce contexte, la CGT Finances Publiques 93 considère qu'au lendemain de la réussite du 5 février, ce qui portera un coup d'arrêt à ce gouvernement, c'est le blocage de l'économie, par la grève, par une mobilisation la plus large possible dans et hors les entreprises, avec toutes celles et ceux qui ont à cœur la justice sociale.

Organisant des assemblées générales sur le département en intersyndicale avec Solidaires et FO DDFIP 93, nous avons décidé de préparer ensemble la grève sur nos revendications face aux attaques sans précédent contre notre administration et contre la Fonction Publique en général. Un tract préparant la grève pour le 11 mars sera diffusé prochainement.